



*G.I.D. "Liberté"*

*"Tout message ne vaut que comment il est perçu et ce qu'il génère"*

## **Communiqué de presse**

**le 14 juillet 1996  
émetteur: Liberté**

**Le président de la "république" a voulu évoquer le problème  
Moulinex**

**Dans les années 80 nous avons fondé une structure avec pour vocation de promouvoir la production française avec le slogan: "Je choisis français".**

**Nous étions convaincus du ravage pour notre industrie et nos emplois que causerait une ouverture des frontières sans un marché intérieur structuré et organisé.**

**Nous avons refusé, comme de tous temps, d'être féodalisés aux pouvoirs publics ou à un parti politique.**

**Notre groupe se composait aussi bien d'Entreprises comme Moulinex ou Denver-Fortex, de l'électro- ménager au textile, en passant par la machine outil, etc..**

**Nous diffusions nos idées autour des lieux où se tenaient les salons ou sur les grandes artères "publiques".**

**Nous n'étions pas dans l'"air du temps", à plusieurs reprises, à Paris, des bénévoles de notre mouvement furent interpellés sous couvert d'un arrêté du 20 novembre 1979 interdisant tous dépôt ou jet d'imprimé sur la voie publique.**

**Cela n'était pas suffisant, par arrêté du 21 juillet 1982 de la ville de Paris, toute distribution de prospectus était interdite dans les grandes artères et autour du parc de la porte de Versailles, de l'interpellation nous passâmes à l'arrestation et à la conduite dans les locaux de la police.**

**La présence du mur de Berlin nous imposait de retourner à notre silence.**

**Nous ne pensons pas que le président de la "république", héritier d'un étatisme idéologique qui refuse la Libre Entreprise et souhaite la soumettre aux politiques, avait qualité pour critiquer indirectement la direction d'une Entreprise privée.**

**Il a très justement rappelé les faillites de l'état.**

**Nous lui rappelons qu'une Entreprise privée en difficulté disparaît, une société d'état est recapitalisée par l'argent des Entreprises privées, imposant de nouvelles difficultés aux Entreprises privées, pour être revendue entre commis de l'étatisme.**

**Il y a quinze ans, il fallait accepter la Libre expression, même à Paris.**

**Aujourd'hui l'étatisme se dirige avec dessein vers les PME, le sujet du concours en économie de l'ena pour son cinquantième était symptomatique: les PME et PMI.**

**L'étatisme a imposé un nouvel établissement financier, la banque des PME, refusant la possibilité au PME et PMI de créer leur propre établissement.**

**Nous qui sommes interdits d'expression régulièrement à cause d'un "état de droit" qui bafoue la Loi, nous avons décidé de refuser de nous battre pour nous exprimer.**

**L'étatisme veut tout gérer, asservir à sa vue l'ensemble des citoyens et la Nation, en brisant l'initiative individuelle pour imposer un comportement de soumis.**

**Récemment nous avons rencontré à deux reprises au ministère de l'industrie des "responsables". Malgré un bon accueil, il était manifeste que l'appareil d'état refusait que les Entreprises organisent une structure véritablement indépendante.**

**Ce refus, cette volonté de contrôler pour asservir, nous interdit d'apporter un soutien quelque qu'il soit à la politique économique d'un gouvernement issu du silence imposé.**

**L'étatisme de gauche et de droite veut entraver par tous les moyens l'émergence d'idées qui ne servent par un étatisme idéologique.**

**L'étatisme qui est cette confusion des rôles sociaux entre, par exemple, économie et politique, où seuls, les "bien-pensant" politiques ont droit à l'obtention de crédits, d'"aides" divers, appuyé par un "état de droit" qui permet de justifier l'injustifiable viol quotidien de la Loi commune.**

**La Nation et ses Entrepreneurs vivent désormais dans l'insécurité juridique, appuyée et entretenue par des professions judiciaires dont le rôle dévoyé permet de légaliser toutes les contorsions morales et intellectuelles.**

**L'application de la Loi commune est devenue au fur et à mesure des contorsions des uns et des autres incohérente en apparence.**

**La réalité masquée est l'utilisation du droit par ceux qui détiennent le pouvoir, pour violer toutes les conventions sociales, brisant la confiance dans les institutions de l'état.**

**Les membres des professions judiciaires en se soustrayant à la Loi commune sont injustifiables de leurs actes, la volonté dévoyée a servi l'ambition et la cupidité, la faillite économique n'est que la conséquence de la faillite morale dont les membres de professions judiciaires sont les principaux instigateurs.**

**En s'associant avec des pays pratiquant le terrorisme d'état, l'étatisme a commis l'irréparable, il a fait son choix, la France ira à la faillite.**

**Ceux qui ont décidé et organisé le pillage du patrimoine d'état, ou encouragé les entraves à la Libre expression soient certains que l'Histoire est avec nous, et nous ne pardonnons jamais dans la gestion du collectif.**

**"Le Temps et moi" Mazarin**